

AMNESTY INTERNATIONAL
Index AI : AMR 19/01/98
ÉFAI 98 RN 006

ÉFAI

EXTERNE

DOCUMENT

Londres, janvier 1998

BRÉSIL
Les massacres de Corumbiara et d'Eldorado de Carajás
Violences dans les zones rurales, brutalités policières et impunité

Résumé *1

En l'espace de neuf mois, en 1995 et 1996, le Brésil a été le témoin de deux horribles massacres de paysans sans terre perpétrés par des membres de la police militaire dans les États amazoniens de Rondônia et du Pará. Dans ces deux affaires, comme dans d'autres massacres plus récents, il existe certaines similitudes qui inquiètent vivement Amnesty International. La police est intervenue en utilisant la force meurtrière avant que les négociations soient arrivées à leur terme ; un certain nombre de paysans sans terre ont été exécutés de manière extrajudiciaire après s'être rendus à la police ; les blessés ont été roués de coups et des actes de torture ont été commis par des membres de la police militaire ; quelques enquêtes ont été ouvertes mais elles ont été insuffisantes et, dans les deux affaires, la police a tenté d'y faire obstacle, de trafiquer les éléments de preuve ou de les détruire. Des policiers ont été inculpés dans ces deux affaires, mais ils ont été maintenus en service actif. Il y a eu des inculpations collectives de policiers, sans qu'ils soient accusés de violations à titre individuel, ce qui a rendu beaucoup plus difficile l'établissement des responsabilités précises pour ce massacre et pour les actes de violence. En outre, nombreuses sont les familles qui n'ont encore reçu aucune indemnisation du gouvernement.

Amnesty International est très préoccupée par la façon dont les enquêtes ont été menées et par le peu d'empressement des autorités à faire comparaître les responsables en justice. Bien que le gouvernement fédéral du Brésil ait donné l'assurance que dans ces deux affaires les coupables ne resteraient pas impunis, les services fédéraux n'ont pas pris les mesures propres à garantir que les enquêtes seraient menées selon les règles, alors que les autorités des États se montraient totalement incapables de mener correctement les investigations.

*La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été éditée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre BRAZIL : Corumbiara and Eldorado de Carajás : Rural violence, police brutality and impunity. (Index AI : AMR 19/01/98) Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat International par les ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - Service RAN - mars 1998

Amnesty International demande instamment aux gouvernements des États de Rondônia et du Pará de suspendre immédiatement de tout service actif les membres de la police militaire accusés d'avoir participé à ces massacres, et de veiller à ce que les familles de tous ceux qui ont été tués, ainsi que les personnes blessées lors de ces massacres, reçoivent une indemnisation.

Amnesty International prie instamment le gouvernement fédéral de faire en sorte que de telles tragédies ne se renouvellent pas en mettant tout en œuvre pour trouver des solutions pacifiques aux litiges fonciers et en veillant à ce que la police restreigne au maximum le recours à la force, conformément aux conventions et directives internationales.